

COLMAR le 152^e régiment d'infanterie en Jordanie

Au cœur de la ville-camp de Za'atari

Les soldats du 152^e RI de Colmar sécurisent depuis mai l'antenne médicale française installée dans le camp de réfugiés de Za'atari. Situé à proximité de la frontière syrienne, l'endroit accueille 120 000 personnes dont la moitié sont des enfants.

Pas d'engagement au feu comme en Afghanistan. Pas de crainte d'embarquement comme en Côte d'Ivoire. Pas de traque d'orpailleurs clandestins comme en Guyane. La mission Tamour est à part dans les opérations extérieures de l'armée française. Il y a tout juste un an, la France avait décidé d'installer un groupement médico-chirurgical sur le camp de Za'atari en Jordanie, afin d'apporter une aide médicale d'urgence aux victimes des combats en Syrie. Mais depuis le printemps 2013, les militaires ont adapté leur offre de soins et se concentrent désormais sur l'aide aux civils.

« Les enfants ont tous vécu des expériences traumatisantes »

Car, en une année, Za'atari a connu un afflux massif de réfugiés. A tel point que ce camp, à l'origine destiné à recevoir 5000 personnes, abrite désormais 120000 Syriens dont la moitié sont des enfants. « C'est devenu une ville, la 4^e de Jordanie, avec des écoles, des hôpitaux, des échoppes, du négoce », détaille Najwa Mekki, la porte-parole de l'Unicef au bureau



L'antenne médicale à la frontière syrienne a été installée en août 2012. DOCUMENT REMIS

régional d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Posé en plein désert, à proximité du village de Za'atari, et à moins de 20 km de la frontière syrienne, le camp n'est pas si loin du front. Les réfugiés entendent quotidiennement des tirs d'artillerie qui proviennent de la ville de Deera, berceau de la contestation contre le régime de Bachar el-Assad. De la taille d'un terrain de football, l'enceinte française, située au centre du camp, est sécurisée par une section de fantassins (28 soldats). Mimaï, les Diables rouges du

152^e régiment d'infanterie de Colmar ont relevé des légionnaires. Une première unité, commandée par le lieutenant Bernard, a effectué deux mois de mission et une seconde section du 15-2 lui a succédé le 16 juillet. Chaque jour, l'équipe médicale, avec ses médecins, infirmiers, psychologue et psychiatre, reçoit des patients qui sont filtrés à l'entrée du camp par les soldats colmariens. « Nous avions en moyenne une vingtaine de consultations par jour, quelquefois le double », témoigne l'officier (*). « On a également

accueilli quelques combattants syriens mais la plupart des patients sont des civils du camp ». La zone française abrite, par ailleurs, une ONG, Gynécologie sans frontière, qui effectue une cinquantaine d'accouchements par semaine. « Dix bébés naissent chaque jour », confirme Najwa Mekki. Ce nombre incroyable d'enfants est un réel défi pour l'Unicef qui gère trois écoles à Za'atari, multiplie les campagnes de vaccinations et approvisionne les réfugiés en eau. L'organisation internationale construit aus-

« MESURES DE PROTECTION RENFORCÉES »

Le 23 octobre 1983 à Beyrouth, deux attentats-suicides touchent les contingents américain et français de la force multinationale de sécurité installée dans la capitale libanaise. Ils sont revendiqués par le Hezbollah et par le mouvement de la révolution islamique libre puis par le Jihad Islamique. Cet attentat, véritable traumatisme pour l'armée française, avait fait 241 morts américains et 58 parmi les parachutistes français. Actuellement, l'armée française compte quelque 900 soldats dans le sud du pays, au sein de la force intermédiaire des Nations-Unies au Liban (Finul). La grande majorité arme une force de réaction rapide prête à intervenir très rapidement au profit de tous les contingents déployés sur l'ensemble de la zone d'action de la FINUL. Le régiment de Colmar forme la composante infanterie avec une compagnie (150 militaires) qui, après six mois de mission, doit rentrer en Alsace à la fin du mois. On confirme, au ministère de la Défense, que « des mesures de protection renforcée » ont été prises au Liban et en Jordanie. La France s'expose en effet à des risques d'attentats, en cas d'intervention contre le régime de Damas. Le Liban sud est l'un des fiefs du Hezbollah qui participe aux combats en Syrie auprès du régime du président Bachar el-Assad.

si des fosses sceptiques, des puits et projette de créer une usine de traitement des eaux usées. Mais « l'urgence absolue », insiste Najwa Mekki, « c'est l'assistance psychologique ». « Etant donné le niveau de violence, les dégâts sont importants chez les enfants. Ils ont tous vécu des expériences traumatisantes. On le voit dans les dessins qu'ils font où l'on découvre des chars, des corps sans vie, du noir, du rouge ». « On tente de les conforter comme on peut », souligne le lieutenant Bernard même si les fantassins doivent avant tout mener à bien leur mission de garde et de contrôle. « Il n'y a pas eu de menaces dirigées contre nous mais le camp a connu plusieurs manifestations de réfugiés avec

jets de pierre contre la police et la gendarmerie jordaniennes ». Sur les 28 Colmariens de la section du lieutenant Bernard, 15 effectuaient leur première opération extérieure. Une mission, assure l'officier, qui les a marqués à jamais. ■

NICOLAS ROQUEJEUFFRE

► (*): Pendant son cinquième mandat, de mi-mai à mi-juillet, le groupement médical a assuré plus de 40 consultations par jour selon le ministère de la Défense. Près de 1000 actes d'urgences non chirurgicales ont également été réalisés. Près de 200 patients ont été hospitalisés, en majeure partie des enfants, représentant ainsi plus de 400 journées d'hospitalisation.

ÉDUCATION Syndicat Unsa

Une rentrée avec « des perspectives encourageantes »

Si la refondation de l'école nécessite des efforts d'adaptation, les perspectives sont encourageantes considère le syndicat Unsa qui reste vigilant sur l'évolution des emplois précaires.

LES RÉFORMES À LA HUSSARDE qui conduisaient presque inévitablement à des suppressions de postes dans l'Éducation nationale font partie du passé. Avec 103 créations de postes dans le premier et le second degré, « nous sommes sortis de la spirale des fermetures de postes. Cette rentrée s'est déroulée dans un climat bien moins tendu que les précédentes », analyse Christian Moser, secrétaire régional de l'Unsa Éducation Alsace.

La refondation de l'école ne se fait pas cependant sans provoquer quelques grincements de dents. Dans le premier degré, la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires soulève des inquiétudes parmi les enseignants, souligne Anne-Marie Haller du SE-UNSA 67 premier degré (DNA du vendredi 6 septembre), même si



Les dirigeants de l'Unsa éducation Alsace réunis autour du secrétaire régional Christian Moser. PHOTO DNA - MICHEL FRISON

sur le fond, l'Unsa est favorable à une réforme des rythmes.

De bonnes mesures et des dossiers sensibles

Le syndicat salue le dispositif « plus de maîtres que de classes » et celui de l'accueil des enfants de deux ans en maternelle. La création d'un métier d'accompagnant pour les élèves en situation de handicap, ainsi que les emplois d'avenir professeurs sont également qualifiés de « bonnes mesu-

res ». Dans les collèges et lycées, il a fallu se réorganiser pour accueillir de nouveaux agents d'État contractuels, mais la mise en place d'une véritable formation professionnelle pour les futurs enseignants au sein de l'École supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE) répond aux attentes de l'Unsa-Education. L'arrivée de ces nouveaux contractuels a également redonné un peu d'oxygène au corps des enseignants titulaires rempla-

çants, qui lors des rentrées précédentes étaient placés sur des postes à l'année, dès septembre, afin de pallier aux réductions d'effectifs, note David Grisinelli, du SE Unsa second degré. Cependant, « de plus en plus de contractuels sont présents dans les établissements. Nous assistons à une précarisation des personnels », déplore l'UNSA avant de revenir sur le bon côté des choses. « Même si beaucoup de nouveaux arrivants sont des personnels précaires, il y a plus de monde, plus d'adultes dans les écoles. On met de l'argent pour l'avenir ». Le syndicat a aussi bien conscience que « tous les agissements du sarkosysme contre l'école publique ne peuvent pas être gommés d'un coup de baguette magique ». L'Unsa reste néanmoins vigilant sur plusieurs « dossiers sensibles », comme ceux de la direction d'école, des Rased (Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) ou encore du temps de service dans le second degré. Le syndicat veut cependant croire que le dialogue social prévaudra. ■ J.F.C.

TÉMOIGNAGE Strasbourg

Huit années comme stagiaire : le ras-le-bol d'un prof précaire

Lundi dernier, cet enseignant strasbourgeois n'a pas fait sa rentrée. Et il n'en fera plus aucune, lassé de sa précarité de contractuel.



Fahad Aslam a dit stop au statut de contractuel. PHOTO DNA - MICHEL FRISON

JUSQU'AU VENDREDI SOIR précédant la rentrée, après huit ans comme professeur d'éducation physique et sportive (EPS), Fahad Aslam ne savait pas encore s'il aurait du travail cette année. Un coup de fil du rectorat lui apprend alors qu'un poste l'attend au collège-lycée Jean-Monnet, à Strasbourg. Mais c'est décidé, cette fois, il n'ira pas. Le jeune homme de 32 ans n'enchaînera plus les contrats à durée déterminée. Avec des temps pleins dont un tiers des heures s'envole le jour de la rentrée parce que l'équipe en place les a gardées en heures supplémentaires. « Les contractuels prennent ce qui reste », sourit-il. Ce qui reste, c'est un emploi du temps à trous avec les créneaux dont personne ne veut. Et une paie de 1 000 €. Avec l'incertitude totale quant à l'avenir. Pour sortir de la précarité, il lui faudrait le Capes (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré). Issu d'une « génération qui n'a pas eu trop de chance », avec très peu de postes ouverts, Fahad ne l'a pas obtenu pendant ses années de fac. D'autant qu'à l'époque, il

travaillait déjà comme prof de sport contractuel pour financer ses études de... prof de sport. Il accumule de l'expérience, mais « malheureusement, le concours requiert surtout beaucoup de théorie... » Passé plusieurs fois entre les mailles d'une titularisation administrative, il choisit, dans ces conditions, de rendre son tablier. « J'ai pesé le pour et le contre. Pour moi, c'est un énorme déclinement, mais j'avais trop l'impression d'être la cinquième roue du carrosse », confie l'enseignant. « On lit sans arrêt qu'il y a des choses à changer dans l'éducation et j'aurais tant voulu participer à ça, apporter du sang neuf. Mais ça restera mon métier de cœur », déclare celui qui pense déjà à sa reconversion.

CHA. DO.